

Interpellation présentée par le député :
M. Pascal Spuhler

Date de dépôt : 27 mai 2010

Interpellation urgente écrite **Constructions de logements à la Tuilette : pourquoi l'Etat n'a-t-il pas utilisé son droit de préemption ?**

Mesdames et
Messieurs les députés,

La construction de logements au meilleur rapport qualité/prix est réclamée par les Genevois. L'Etat, qui contrôle étroitement les opérations en zones de développement et impose des règles très strictes, a une influence importante.

Plusieurs articles dans la presse nous ont appris que les terrains de la Tuilette, à Cologny, ont été vendus à un prix bien plus élevé que d'habitude. Ainsi, la *Tribune de Genève* du 19 mai 2010 indique que cela dépasse les normes et que la parcelle a été vendue 63 millions de francs en zone de développement.

Cela aura une conséquence sur le prix des logements vendus en PPE (propriété par étage), ce qui réduira l'accès à la propriété pour une catégorie d'habitants de notre canton.

Il s'agit sans doute d'un cas particulier, mais comme le sont tous les autres projets de construction.

Cette affaire nous amène à nous interroger sur de nombreux points. D'abord, il aurait été possible de faire usage du droit de préemption en faveur de la collectivité, le canton ou la commune, ce que d'aucuns regrettent. Ensuite, la libre concurrence entre les différents acteurs du marché immobilier a peut-être été faussée par une exception de ce style.

Mais surtout, ne se dirige-t-on pas vers une modification profonde des principes qui fondent la zone de développement, avec des prix bloqués afin de lutter contre la spéculation immobilière ? Il conviendrait de s'interroger sur la politique en la matière et, si nécessaire, de redéfinir les règles qui sont restées très strictes jusqu'à maintenant. Dans la situation de crise actuelle, un flou ne serait que dommageable.

Mais du point de vue qui intéresse la très grande majorité des citoyens de ce canton, c'est-à-dire les locataires ou propriétaires d'appartements, on peut s'interroger sur la politique menée quant aux prix des logements mis sur le marché. Une hausse n'est pas souhaitable.

Beaucoup s'inquiètent, à raison, d'une augmentation des prix du logement et réclament une politique de modération. Il ne faudrait pas que la Tuilette soit un précédent qui empêche les Genevois de se loger dans des conditions financières raisonnables. C'est pourquoi des explications s'imposent suite à des articles de presse qui inquiètent les habitants de notre canton.

Pour des questions de formalisme nous sommes contraints, afin d'obtenir réponse à plusieurs questions portant sur le même sujet, de déposer une IUE par question, et nous nous en excusons.

En vertu des pouvoirs qui sont ceux du député, des devoirs et obligations qui sont ceux du Conseil d'État, voici la question posée dans le cadre de cette IUE, conformément à l'article 162A LRGC :

Pourquoi l'Etat n'a-t-il pas utilisé son droit de préemption plutôt que de laisser des spéculateurs immobiliers acquérir cette parcelle ?